

LA DÉCLARATION DES "AMOUREUX AU BAN PUBLIC"

RÉUNIS EN ETATS GÉNÉRAUX LE 19 AVRIL 2008, LES REPRÉSENTANTS
DES COLLECTIFS DES "AMOUREUX AU BAN PUBLIC" ONT SOLENNELLEMENT
ADOPTÉ UNE DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES COUPLES MIXTES.

Nous, amoureux sans frontières, proclamons le caractère universel et fondamental
du droit et de la liberté d'aimer. Nous refusons que les couples mixtes soient mis au ban
de la République par des lois sur l'immigration toujours plus restrictives. Considérant
que l'échange et la mixité sont sources de richesse humaine, que les atteintes aujourd'hui
de plus en plus graves et répétées au droit de mener une vie familiale normale n'ont pas
leur place dans une société libre, ouverte et démocratique, nous, réunis en états généraux,
reconnaissons et déclarons les droits et principes suivants :

ARTICLE 1

Toute personne est libre d'aimer
la personne de son choix, quelles que
soient les différences de nationalité,
d'âge, de sexe ou de religion.

ARTICLE 2

Toute personne a le droit de mener sa
vie familiale dans son pays de résidence,
qu'elle en ait ou non la nationalité.

ARTICLE 3

Toute personne a le droit de choisir de
vivre sa vie familiale dans le cadre du
mariage, du PACS ou de l'union libre. Ce
choix n'a aucune incidence sur le droit au
séjour du couple sur le territoire de l'Etat.

ARTICLE 4

Le mariage est un droit fondamental et
inaliénable. Seul le libre consentement
des époux est nécessaire à sa célébration.

ARTICLE 5

L'Etat doit donner à la famille
les moyens nécessaires à son
épanouissement en garantissant aux
membres de la famille le droit au travail,
à la protection sociale, au logement et à
la stabilité du séjour sur son territoire.

ARTICLE 6

Les droits et les devoirs des personnes
composant le couple mixte doivent être
équivalents. L'Etat doit garantir cette
égalité de traitement.

ARTICLE 7

Toute personne a droit à l'intimité
de ses relations et choix familiaux,
de son domicile et de ses
correspondances. Toute intrusion
dans cette intimité porte atteinte à
la dignité des personnes et au droit
au respect de la vie privée et familiale.